

François Jarrige, *Technocritiques : Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, 419 p.

Guillaume Tremblay-Boily

La Guerre de 1812 entre histoire, mémoire et perspectives  
Volume 25, numéro 2, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038813ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/1038813ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay-Boily, G. (2017). Compte rendu de [François Jarrige, *Technocritiques : Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, 419 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2), 293–295.  
<https://doi.org/10.7202/1038813ar>

François Jarrige, *Technocritiques : Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014, 419 p.

GUILLAUME TREMBLAY-BOILY  
*Centre Urbanisation culture société, INRS*

L'objectif que s'est fixé François Jarrige est ambitieux. À travers cet ouvrage, il souhaite faire la synthèse de deux siècles de critiques de la technique, en tenant compte à la fois des critiques émises par les intellectuels et de celles provenant des mouvements sociaux, des ouvriers ou des paysans. Et pour ajouter à la complexité de la tâche, Jarrige considère qu'on ne peut parler des critiques sans « penser en parallèle leur "gouvernement", leur cadrage, les stratégies déployées pour les faire taire et les rendre invisibles » (p. 17). En ce sens, il s'intéresse aussi au discours sur la technique tenu par le pouvoir, le tout dans une perspective qui s'attarde davantage au cas français, mais qui intègre de nombreuses références provenant d'autres pays. Le défi est donc considérable, mais l'auteur le relève efficacement.

L'ouvrage est pour l'essentiel découpé de manière chronologique. L'un des premiers chapitres porte sur ces briseurs de machines qui s'activent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans à peu près tous les pays où s'implantent les métiers à tisser, des émeutes ont lieu, soutenues par une large proportion de la population et par une partie des élites locales. À lire les récriminations de certains d'entre eux, on comprend que les protestataires n'en ont pas contre le « progrès » (les artisans sont à l'origine de nombreuses micro-innovations), mais qu'ils défendent des modes de vie et des savoir-faire menacés par la production de masse.

Dans bien des cas, les travailleurs réticents face aux machines défendent aussi leur indépendance, alors même que la technique est souvent conçue par ses promoteurs comme un moyen de contrôler et de discipliner la main-d'œuvre. En témoigne l'exemple de ces machines à battre le grain que l'on vend aux gros propriétaires ruraux du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en leur promettant qu'elles faciliteront la surveillance des travailleurs et

qu'elles leur permettront de s'affranchir du « despotisme organisé par les manouvriers » (p. 63). En fait, l'association entre technique et contrôle est un thème récurrent de l'histoire. Des fabricants et des industriels de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sont heureux de constater que les machines permettent de moraliser le peuple, dont on craint les débordements (p. 128). Dans les années 1920 et 1930, plusieurs penseurs conservateurs allemands s'enthousiasment devant la technologie industrielle moderne qu'ils souhaitent déployer au service d'un État fort (p. 141) : fascisme et exaltation des machines s'imbriquent de manière étroite. Les penseurs technocritiques n'ont pas manqué de dénoncer cette association entre le développement technique et le contrôle social. Ainsi, dans les années 1950, Cornelius Castoriadis avance que, dans la société capitaliste, les modifications techniques ont d'abord et avant tout servi à discipliner la classe ouvrière (p. 256). Abondant dans le même sens, Lewis Mumford publie en 1973 un ouvrage dans lequel il développe l'idée selon laquelle le développement des machines a servi à instaurer un autoritarisme encore plus efficace que celui des anciens régimes de monarchie absolue (p. 262).

Comme d'autres auteurs, Mumford souligne toutefois qu'à l'encontre de l'appareil technique « totalitaire et centralisé », il est possible de développer des techniques démocratiques. L'un des mérites de l'ouvrage de François Jarrige est justement de démontrer par une multitude d'exemples que lorsqu'une critique est émise à l'endroit du « progrès », celle-ci s'inscrit souvent dans une volonté, explicite ou non, de trouver une voie de développement alternative. D'autres trajectoires auraient donc pu être empruntées. Par le fait même, Jarrige montre que si un choix technique a pu s'imposer, c'est fréquemment parce qu'il a fait l'objet d'un véritable travail de fabrication du consentement. À partir de 1851, par exemple, des fêtes industrielles et des expositions urbaines servent à « diffuser la fascination pour la technique moderne » (p. 137). Mais l'exemple le plus parlant est celui de l'automobile. La voiture suscite à ses débuts une forte opposition : « [l]es principales critiques portent sur l'encombrement, les nuisances, et surtout la vitesse excessive et les dangers de la conduite » (p. 201). L'automobile, réservée aux riches, est vue par beaucoup comme un symbole de la lutte des classes, et l'opinion publique se mobilise à plusieurs reprises en faveur d'une réglementation restrictive. Pour contrecarrer ces résistances, les constructeurs automobiles emploient tous les ressorts de la publicité et du marketing, financent des revues et des clubs d'amateurs, organisent des expositions internationales et, aux États-Unis, rachètent des compagnies de tramways afin de les démanteler (p. 199-200). Progressivement, de nouvelles normes se mettent en place et, après la Première Guerre mondiale, les critiques de la voiture sont massivement perçues comme rétrogrades.

Parfois, c'est par la violence que l'on arrache le « consentement » de la population. En 1946, en Savoie, les paysans s'opposent farouchement à la construction d'un barrage hydroélectrique qui entraînera leur expulsion. Pour réprimer ces opposants au progrès, l'État envoie alors dans le village autant de policiers qu'il y a d'habitants (p. 245). Ce qui frappe, dans cet épisode, c'est que le projet de barrage reçoit à la fois l'appui de la bourgeoisie libérale et celui des communistes. Dans la France de l'après-guerre, un consensus se forme entre la droite gaulliste et la gauche communiste autour de la nécessité de reconstruire le pays en le modernisant (p. 239). Cette alliance de facto entre les modernisateurs de droite et les mouvements ouvriers n'est pas un phénomène nouveau : le livre de François Jarrige est parsemé d'exemples du genre. Dans l'Amérique des années 1920, les syndicats, convaincus qu'ils ne peuvent stopper l'introduction des machines, négocient avec le patronat afin de limiter les impacts négatifs de celles-ci (p. 207). Cette approche qui se veut pragmatique a souvent pour effet de marginaliser les critiques plus radicales. À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, par exemple, bon nombre de dirigeants syndicaux européens exaltent les machines, au moment où la mécanisation provoque encore plusieurs conflits ouvriers, notamment dans des secteurs périphériques de l'économie (p. 158).

Parce que l'histoire écrite par François Jarrige s'étale sur 200 ans et traite d'une quantité impressionnante d'auteurs et de mouvements, on a parfois l'impression qu'il passe rapidement sur certains épisodes, mais les lecteurs désireux d'aller plus loin peuvent se référer à l'imposante bibliographie de l'ouvrage. Par ailleurs, le temps long du livre permet à l'auteur de faire ressortir de grandes tendances, comme lorsqu'il note que « [l]es oppositions et résistances suivent un rythme cyclique et discontinu, elles accompagnent chaque phase de reconfiguration du monde industriel, s'intensifient dans les moments de crise, refluent dans les périodes de cadrage modernisateurs comme le furent les années 1850, 1920, et surtout l'après-Seconde Guerre mondiale » (p. 345). En couvrant une assez longue période historique, François Jarrige nous permet aussi de saisir l'évolution intellectuelle de certains personnages, dont Jules Verne, qui considère d'abord les savants et les ingénieurs comme les héros des temps modernes, avant de devenir plus attentifs aux effets néfastes de la technologie (p. 173), ou encore le sociologue Georges Friedmann, qui défend les bienfaits du machinisme dans les années 1930, mais se fait de plus en plus critique après la guerre (p. 257). *Technocritiques* constitue en somme une excellente synthèse d'un mouvement complexe et protéiforme.